

conséquent, la nature même de notre situation nous oblige à reconnaître combien le Canada dépend, tout comme les autres pays de l'OTAN, de la sécurité collective. Nous vivons dans un monde où les membres du groupe de l'OTAN doivent procéder avec des forces entièrement équilibrées pour assurer leur défense, sur une base purement nationale, par la voie de l'effort collectif. Au Canada, notre situation même nous force à réaliser une défense équilibrée en rendant nos forces armées, et donc nos programmes, solidaires de ceux des autres membres de l'Alliance atlantique.

Certains de nos alliés, nous le savons tous, préféreraient que leurs forces soient organisées sur une base exclusivement européenne et non atlantique, si cette dernière signifie la cession aux États-Unis du droit ultime de décision sur des problèmes vitaux de sécurité nationale. D'autre part, nous savons que le premier ministre de la République française, M. Pompidou, estime qu'une force de défense exclusivement européenne — force de défense de l'Europe qui ne serait pas assistée en dernier lieu par les États-Unis — est considérée comme une hypothèse tout à fait insoutenable. Autrement dit, il existe une large mesure d'entente sur les objectifs et les hypothèses de base de l'Alliance, même dans ce domaine hautement litigieux où il s'agit de savoir comment mettre au point les modalités de la planification et de la surveillance militaires et s'il faut insister sur l'aspect européen ou atlantique de la défense.

Il va sans dire que nous nous intéressons particulièrement à l'évolution de la politique étrangère de la France, comme tous les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord d'ailleurs. Et c'est assez normal. Une forte partie de notre population est de culture française, et c'est une politique bien établie du gouvernement actuel et des gouvernements précédents d'établir des relations satisfaisantes avec la France. C'est pourquoi le Canada se croit tenu d'essayer de bien comprendre les principes et les buts de la politique de la France. Non pas dans l'intention de jouer un rôle d'intermédiaire ou de médiateur, bien que nous ne nous déroptions pas à ce rôle. Nous croyons cependant que, dans certains cas, il serait utile que nous poussions certains de nos alliés à voir d'un œil plus sympathique les préoccupations de la France. En particulier, nous comprenons et appuyons le sentiment de la France quand elle dit qu'aucune décision précipitée ne devrait être prise à moins qu'un programme de choc ne s'impose vraiment. Nous sommes aussi du même avis que le chef du Gouvernement français au sujet de l'importance d'un juste équilibre entre les contributions de l'Europe et de l'Amérique du Nord à l'Alliance atlantique.

Aussi, si en patientant, encore un peu, comme on le propose, il y avait moyen d'équilibrer l'apport de l'Amérique du Nord et de l'Europe dans la défense atlantique, un tel délai, qui s'impose de toute façon si nous voulons étudier les nouvelles propositions britanniques, serait justifiable. D'autre part, le Gouvernement français, nous l'espérons, comprendra l'importance que nous attachons aux liens nous unissant à l'Europe et reconnaîtra les avantages qu'apporterait à l'Europe et à la France une association atlantique vigoureuse et renforcée.